

COURS DU PÉTROLE

Quand Khelil plaiderait pour un baril à 35 dollars !

Quand le baril de pétrole avait atteint les 80 dollars, le ministre de l'Energie plaiderait pour un baril à 35 dollars et quand les cours baissent maintenant à moins de 100 dollars, le même ministre défend des cours raffermiss !

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Après avoir dépassé la barre des 140 dollars, voilà quelques mois, les cours de l'or noir ne cessent de reculer. En quelques mois, ils ont chuté de plus de 30%, en passant sous la barre des 100 dollars, sur les deux importantes places boursières de Londres et de New York. Une dégringolade des cours qu'expliquent certainement la revalorisation du dollar par rapport à la monnaie européenne, le ralentissement économique mondial ainsi que les nouvelles moins graves sur le front climatique au Golfe du Mexique. Confrontée à cette situation, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), fournisseur de 40% du brut mon-

dial, a décidé de réagir. Lors de sa 149^e réunion, tenue mardi et mercredi derniers à Vienne, le cartel a décidé le resserrement de son offre pétrolière, en épongeant son important excédent de production. Soit une baisse de quelque 520 000 barils par jour et que doit être appliquée par l'ensemble des pays membres de l'Opep appelés à respecter strictement leurs quotas de production (28,8 millions de barils par jour, l'Indonésie exclue). Une réaction motivée par le souci de l'Opep, dont le ministre algérien de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, est l'actuel président en exercice, d'empêcher une baisse brutale des cours. En d'autres termes, il s'agit de réduire l'offre pour

raffermir les cours du pétrole même si le président de l'Opep a estimé récemment que les cours pourraient baisser à un niveau compris entre 70 et 80 dollars. Et ce, d'autant, selon Chakib Khelil qu'un raffermissment du billet vert implique une baisse des cours de l'or noir.

Or, favorable au raffermissment des cours, prédisant même le niveau record de 200 dollars, le ministre de l'Energie avait plaidé naguère pour un point de vue différent. Quand les prix du pétrole ont commencé à croître, atteignant les 50 dollars puis de manière progressive les 80 dollars le baril, le ministre de l'Energie n'avait eu de cesse de relativiser cette hausse. N'avait-il pas expliqué à maintes reprises que ce prix élevé ne reflétait pas son cours réel mais qu'il représentait son double, en le liant à la dévaluation du dollar. En d'autres termes, le cours de l'or noir devait être de l'ordre idéal, de

35 dollars, à même de satisfaire de manière équilibrée aux intérêts des pays consommateurs et des pays producteurs et à l'équilibre de l'offre et la demande. Or, en soutenant le maintien des cours à leurs niveaux actuels, le ministre de l'Energie ne développe-t-il pas un discours contradictoire ? Non si on considère que la récente dégringolade des cours de l'or aura des répercussions directes sur la mise en œuvre du programme quinquennal tant celui en œuvre que celui promis à l'horizon 2014.

Des cours inférieurs à 100 dollars, voire à 80 dollars, ne pourront servir à financer les projets de développement ambitieux. Et c'est à cette réalité que le ministre de l'Energie, au-delà de son statut de président en exercice de l'Opep, a été obligé de s'adapter, au grand dam de ses convictions.

C. B.

SON SG SE DÉPLACERA DANS LES ZONES INDUSTRIELLES DE TIZI-OUZOU ET DE ROUIBA

L'UGTA entame sa rentrée sociale

C'est à partir des zones industrielles de Tizi-Ouzou et de Rouiba que Sidi-Saïd entamera ses premières sorties sur le terrain après la tenue du 11^e congrès de l'UGTA. Ces déplacements, qui interviendront aujourd'hui et demain, seront suivis par d'autres au niveau de certaines entités industrielles de l'intérieur du pays.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - En compagnie de quelques membres du nouveau secrétariat de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd se ren-

dra aujourd'hui à Tizi-Ouzou où il visitera des entreprises économiques comme l'Enel de Fréha-Azazga, l'Enatb de Taboukert, l'Eniem de Oued-Aïssi ou encore la Cotitex de Draâ-Ben-Kheda.

Demain dimanche, le premier responsable de la Centrale syndicale se rendra au complexe SNVI de Rouiba.

Contacté à ce sujet, le secrétaire général de l'UGTA nous dira qu'«il s'agit d'une série de contacts avec les travailleurs, leurs représentants syndicaux et l'employeur dans le but principal de disposer d'informations tant sur le plan économique, social que syndical». «Ces contacts avec la

base nous permettront en tant que syndicat de prendre le pouls de la situation qui prévaut au sein des entreprises économiques. C'est également une bouffée d'oxygène pour nous en tant que responsables syndicaux», a ajouté notre interlocuteur.

Ces visites sur le terrain interviennent au moment où les pouvoirs publics ont engagé une réflexion dans le domaine économique. Il y a lieu de rappeler que juste après son élection par le 11^e congrès, Sidi-Saïd a déclaré que «le travail et les sorties sur le terrain constitueront le leitmotiv de la direction nationale de l'UGTA». «Le dernier mot revient à la

base syndicale, qui constitue la véritable force de frappe de notre organisation.

C'est cette même base qui doit choisir ses représentants démocratiquement, loin des pratiques qui ont jusque-là dominé les structures de l'UGTA», ajoutera-t-il.

A ce propos, il est à rappeler que la première sortie de Sidi-Saïd au lendemain du 11^e congrès a eu lieu au port d'Alger, suite à un mouvement de débrayage engagé par 3 500 dockers.

Ceci étant, le secrétaire général de l'UGTA veut marquer de son empreinte la rentrée sociale.

A. B.

ABOUDJERRA SOLTANI ASSISTE AU RENOUVELLEMENT DES INSTANCES LOCALES À ORAN

Un discours évasif...

Lors de la rencontre qu'il a présidée à l'occasion du renouvellement des structures locales de la wilaya d'Oran, qui s'est tenue jeudi dernier à l'hôtel Mouahidine, le président du MSP s'est montré très évasif dans son discours qui était emprunt d'allusions que l'on pouvait penser en direction de plusieurs personnalités politiques, une attitude qui laisse la voie ouverte à toutes les interprétations.

Revenant sur les derniers bouleversements de la carte géo-politique dans le monde, il les incombera aux effets du terrorisme, que les autres nations ont fini par

découvrir, dit-il, et admettre que dans le passé, l'Algérie se débattait seule contre un phénomène qu'elles pensaient propre à l'Algérie.

A travers le 11 septembre le monde a, dit-il, découvert qu'il s'agissait d'un phénomène mondial.

Sans toutefois donner de précision, le président du MSP s'est alors lancé dans une sorte de discours vague en se contentant des «ils» et «des gens» pour désigner les personnes qu'il vise. «En Algérie, dit-il, il y a des gens qui prônent le retour au passé, des nostalgiques du passé, alors que notre siècle, ce n'est pas celui du passé, ces gens-là ont des crises de conscience, d'identité...

Des gens qui ont peur du changement, il faut engager le dialogue avec ces gens-là pour dépasser cette crise identitaire.» Evoquant les cinq lignes rouges que le parti ne devrait pas franchir sous aucun prétexte, Aboudjerra Soltani précise que les partis politiques ne peuvent pas être une alternative à la nation, y compris le Hamas.

Tout en poursuivant que l'Algérie est et restera une terre d'islam et l'arabe est la langue officielle. «L'intérêt collectif passe avant l'intérêt particulier et celui des partis, dès lors, le Parlement doit être une institution forte mise à contribution pour le seul intérêt de la nation», a-t-il ajouté. Pour le chef du parti du MSP, «il est utile

aujourd'hui pour l'Algérie de construire une démocratie locale en accordant le choix aux citoyens d'élire leurs élus.

Et s'ils se trompent, cela leur permettra de prendre conscience de leurs erreurs».

Durant son discours, l'intervenant n'omettra pas d'évoquer les maux sociaux tels que la hargha et les mariages par la fatiha uniquement, estimant que ce type d'union créera inévitablement des problèmes de filiation.

«Sur les 35 millions d'Algériens, n'y a-t-il pas un qui a assez de charisme pour gérer le pays ?» s'est-il interrogé.

Amel B.

UNFA

Nouria Hafsi relance la campagne pour le troisième mandat

L'Union nationale des femmes algériennes (UNFA) relance la campagne pour le troisième mandat. «Bouteflika, candidat des femmes», est un slogan conçu par ses partisans affiliées à l'UNFA dans les wilayas de l'Est, réunies jeudi dernier à Constantine pour préparer le dixième congrès national de l'organisation, prévu les 10 et 11 octobre prochain. Nouria Hafsi, présidente en exercice de l'UNFA et non moins députée RND, elle, n'y est pas allée avec le dos de la charrue pour exprimer son soutien inconditionnel à Bouteflika. Mme Hafsi, qui a cautionné, dans son allocution d'ouverture des travaux de ladite réunion régionale, la démarche de ses paires, a fait sien ce slogan et mis en relief les «acquis» arrachés par la femme durant son dernier mandat, notamment le droit au logement familial en cas de divorce, décrété par ordonnance en 2005. Et en la matière, le discours de Nouria Hafsi a fait étalage d'un bilan on ne peut plus positif et qui, certainement, suscitera les «jalousies» des autres organisations et institutions «supplétives».

En tout état de cause, les militantes de l'UNFA, qui représentent les 16 wilayas de l'Est, se sont réunies pour discuter le bilan d'activité du mandat expiré, étudier le projet de statut fondamental de l'organisation, présenté par le bureau exécutif de M^{me} Hafsi, et élaborer un plan d'actions. Elles se sont entendues, au terme de ce regroupement, sur le plébiscite, lors du congrès national, de Nouria Hafsi pour un deuxième mandat à la tête de l'UNFA.

Outre cette caution à Nouria Hafsi et également le soutien à Bouteflika dans sa quête d'un troisième mandat, dans le communiqué récapitulatif les positions exprimées lors de ladite réunion, Mme Hafsi et ses partisans ont réitéré leur attachement aux textes de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale et condamné les tous derniers attentats kamikazes ayant secoué la région centre du pays.

Lyas Hallas